

communiqué presse...

• Montreuil, le 26 janvier 2022 / **La FNIC CGT communique...**

PFIZER : FABRICANT DE POUDRE DE PERLIMPINPIN

Le 17 janvier 2022, à grands coups d'effets médiatiques, le bien nommé Pfizer, annonce, par la voix de son PDG l'investissement, en France, de 520 millions d'euros. Le groupe américain a ainsi signé une lettre d'intention avec le laboratoire pharmaceutique NOVASEP, basé à Moux.

L'objectif pour l'usine NOVASEP sera de produire le PAXLOVID. Ce nouveau médicament évitant les formes graves du Covid, selon l'entreprise, sachant qu'il n'a toutefois pas encore reçu d'autorisation de mise sur le marché totale en France et n'a pas, pour l'heure, été approuvé par l'Agence européenne du médicament que pour des situations d'urgence.

Très vite, les réactions politiques tombent, enthousiasmant les responsables locaux (maire de Moux, élus de la Communauté de communes, député, etc.), parlant d'une chance pour le bassin quand d'autres saluent les salariés de NOVASEP qui ont toujours cru en leur entreprise.

Seulement, comme à leur habitude, les monopoles friands d'effets d'annonces grandiloquentes, cachent une réalité bien plus terne.

Le géant américain Pfizer ne va pas investir 520 millions d'euros à Moux, ni cette année, ni sur cinq ans, mais va sous-traiter la production de son médicament en Europe et pas seulement en France. Il est prévu un investissement de 6 millions d'euros sur NOVASEP. Mais ces six millions d'euros se font dans le cadre du « plan de relance ». Ce sera donc l'État qui les injectera en subventions publiques. Les 40 postes prévus seront uniquement des emplois précaires, via l'intérim, sans aucune garantie sur du long terme. Pfizer va donc sous-traiter la production du principe actif du PAXLOVID à Moux, pour ensuite l'envoyer dans une usine en Allemagne où sera fabriqué le médicament (là encore sous-traité) pour ensuite être conditionné à nouveau en France, à Amboise, par le site Faréva, sous-traité dans une autre entreprise encore une fois. **Pfizer ne construit aucune nouvelle usine, aucun atelier ou nouvelle unité mais va disposer de capacités chez d'autres industriels.**

Pourquoi cette stratégie ? En sous-traitant sa production, Pfizer s'évite d'investir dans du productif, mais distribue une minuscule partie des profits engendrés dans la fabrication du vaccin. Ainsi, si demain il n'y a plus de marché pour le PAXLOVID, il laisse aux entreprises sous-traitantes et à l'État le soin de gérer la catastrophe. **Il n'y aura que des gains et aucune perte (celle-ci sera absorbée par les entreprises locales et surtout par l'État).** Pfizer démontre sa stratégie industrielle courttermiste, sans vouloir mettre un seul euro dans des installations de productions propres. Il préfère laisser le soin à des usines déjà existantes de produire, pour elles, sans garantie d'une échéance au-delà d'une à deux années maxima ! Est-il utile de rappeler que Pfizer a fermé ou cédé tous ses sites du territoire national ?

Que fait Pfizer alors ? Il vient sous-traiter sa production en Europe en générant uniquement des emplois précaires avec une vision à court terme. Aucune perspective de pérennisation de ces productions n'est réelle. D'ailleurs, le PDG de Pfizer salue l'action de Macron qui a conduit son choix d'investir en France par ses réformes rendant les salariés français compétitifs ! Autrement dit : Pfizer se satisfait de la baisse de nos salaires et de la dégradation de nos conditions de travail et de nos emplois.

Quid des conditions d'exploitation ? Mis à part le fait de vanter d'avoir la chance d'avoir un écosystème favorable sur la plateforme chimique de Moux, par le maire de Moux, rien n'est dit sur les garanties de production dans de bonnes conditions de travail. Rappelons tout de même que c'est sur cette même plateforme que SANOFI a dégagé dans l'atmosphère 190 000 fois la norme de bromopropane, principe actif de la DEPAKINE.

Pour ce qui est de l'entreprise familiale NOVASEP, vantée par le député de la circonscription, qui respecterait ses salariés, dans le cadre des augmentations générales de salaires, qui plus est dans un contexte inflationniste historique, l'entreprise prévoit : 1,5 % d'augmentation générale soit en dessous du niveau de l'inflation.

Il est plus que jamais l'heure de faire passer ces industries dans d'autres mains que celles des capitalistes !